

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2017

L'an deux mille dix-sept, le 12 octobre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **5 octobre 2017**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Corinne BOUTIÉ, Sophie LACLAVERE, Carole PUYELO.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

ORDRE DU JOUR

1. Réactualisation de la convention de prestation de services avec le Laboratoire départemental d'analyses du Tarn pour la surveillance des légionnelles dans le réseau d'eau chaude sanitaire
2. Autorisation permanente des poursuites accordée au comptable public
3. Admission en non-valeur de produits irrécouvrables
4. Indemnité de conseil au comptable du centre des finances publiques de St Paul Cap de Joux
5. Remplacement des contrats aidés (services scolaire et technique)
6. Organisation spéciale de la cérémonie du 11 novembre 2017
7. Questions diverses

M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 13 septembre 2017.

Le compte-rendu de la séance du 13 septembre 2017 est adopté à l'unanimité des membres présents.

1) Approbation de la convention de prestation de services avec le Laboratoire Départemental d'analyses du Tarn pour la surveillance des légionnelles dans le réseau d'eau chaude sanitaire (2017/54) – Annexe 1

M. le Maire rappelle à l'Assemblée des dispositions de l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.

M. le Maire présente la convention de prestations de service réactualisée proposée par le Laboratoire Départemental d'analyses du Tarn.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les termes de la convention sus visée annexée à la présente ;
- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

2) Autorisation permanente de poursuites au comptable public (2017/55)

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R 1617-24 ;

- Vu le décret n° 2009-125 du 3 février 2009 relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux ;
- Considérant que l'article R 1617-24 du code général des collectivités territoriales, créé par le décret n°2009-125 du 3 février 2009 pose pour principe que l'ordonnateur peut autoriser l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, de façon permanente ou temporaire ;
- Considérant qu'une autorisation permanente au comptable public pour effectuer ces actes, sans demander systématiquement l'autorisation de l'ordonnateur, améliorera le recouvrement des recettes de la collectivité en les rendant plus aisées ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- Décide de donner au comptable une autorisation permanente de poursuites pour la mise en œuvre d'oppositions à tiers détenteurs et de saisies.

3) Admission en non-valeur de créances irrécouvrables (2017/56)

M. le Maire informe les membres de l'assemblée que Mme la Trésorière se trouve dans l'impossibilité de recouvrer certains titres de recettes concernant la facturation de la cantine et présente les états des non valeurs arrêtés à la date du 31/08/2017.

Le montant total des titres à admettre en non-valeur est de 61.31 €.

Une fois prononcée, l'admission en non-valeur donne lieu à un mandat émis à l'article 6541 du budget concerné de l'exercice. M. le Maire précise que les crédits nécessaires ont été ouverts à cet effet lors du vote du Budget Primitif 2017.

Il appartient au conseil municipal de statuer sur l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Prononce l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées et détaillées dans les états ci-annexés.
- Autorise M. le Maire à signer tous actes et pièces relatifs à cette décision.

4) Indemnité de conseil allouée aux comptables du Trésor chargés des fonctions de receveurs des collectivités territoriales à compter du 1^{er} septembre 2017 (2017/57)

M. le Maire expose :

- Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ;
- Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires ;
- En cas de changement de l'Assemblée délibérante ou du Comptable du Trésor, une nouvelle délibération doit être prise.

M. le Maire précise que Mme Suzie Julien, comptable public, a pris ses fonctions au centre des finances publiques de Saint Paul Cap de Joux, depuis le 1^{er} septembre 2017 ; il est nécessaire que le Conseil municipal se prononce sur les indemnités à lui octroyer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- Demande le concours du receveur municipal pour assurer les fonctions de conseil ;
- Attribue l'Indemnité de Conseil au taux de 100 %. Cette indemnité annuelle concerne des prestations de conseil d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et

comptable. Elle sera versée chaque année au Receveur Municipal chargé de gérer les fonds communaux et sera calculée sur les montants réels des dépenses auxquels sont appliqués des pourcentages par plafonds prévus par le texte officiel.

Cette indemnité sera versée à Mme Suzie Julien à compter du 1^{er} septembre 2017.

- Dit que les crédits nécessaires sont prévus au Budget Principal.

5) Remplacement des contrats aidés (services scolaire et technique)

M. le Maire informe que le gouvernement a décidé de réduire considérablement le nombre de contrats aidés, de ce fait aucune création de contrat n'est possible, seulement des renouvellements de contrat et sous certaines conditions. Le département du Tarn dispose d'un quota de 42 contrats pour plus de 300 demandes.

M. le Maire rappelle que deux agents terminent leur contrat mi-novembre.

Dans l'attente de connaître le nouveau dispositif mis en place en 2018, M. le Maire propose de reporter certains chantiers devant être réalisés en régie par les services techniques et de faire appel à une entreprise de nettoyage pendant 2 mois sur le groupe scolaire.

Proposition acceptée à l'unanimité.

6) Organisation spéciale de la cérémonie du 11 novembre 2017

Philippe Viala expose qu'il vient de numériser deux films tournés en 1944 (libération de Paris le 25 août 1944 et cérémonie du 11 novembre 1944) et qu'il a eu l'idée de les diffuser à l'occasion de la cérémonie du 11 novembre.

M. le Maire propose d'ajouter à cette projection un petit buffet et de présenter ce projet aux associations d'anciens combattants.

Proposition acceptée à l'unanimité.

7) Questions diverses

Lettre Tarn Habitat / logement social

M. le Maire fait part des craintes des différents bailleurs sociaux suite à la décision du gouvernement de diminuer le montant des loyers. Pour Tarn Habitat cela représente environ 5 millions d'euros de perte.

Mouvement de grève

M. le Maire informe qu'il a été nécessaire d'organiser le service minimum d'accueil à l'école en raison du mouvement de grève du 10 octobre suivi par 3 enseignantes : 13 enfants étaient présents le matin et 7 l'après-midi.

Le prochain conseil d'école est prévu le 15 novembre 2017.

Lagunage St Paul / Damiatte

Une réunion a été organisée avec la commune de Damiatte et les services du Département pour faire le point sur le courrier de la Direction départementale des territoires et sur le plan d'actions à mener concernant les intrusions d'eaux claires parasites sur le réseau.

Les techniciens proposent de réaliser une étude sur le réseau de St Paul car les eaux claires arrivent de St Paul, cette étude pourrait être subventionnée par l'Agence de l'eau et le Département à environ 70%, le coût prévisionnel de cette étude est de 10 000 €.

Sur le lagunage, il est nécessaire de prévoir le contournement du décanteur digesteur, de changer le canal débitmétrique et de court-circuiter une pompe sur deux pour réduire la consommation (les pompes tournent trop). Coût des travaux : environ 15 000 € subvention possible de 50%, les 50% restants sont à répartir entre St Paul et Damiatte.

Assemblée générale ADMR

M. le Maire rend compte de l'assemblée générale de l'association ADMR :

Cette association compte 9 bénévoles, 37 salariés et a accompagné 165 personnes en 2016.

M. le Maire rappelle que cette association favorise le maintien à domicile des personnes âgées et leur permet ainsi de rester dans leur cadre de vie.

Collecte de sang supprimée

M. le Maire informe que les collectes de sang ne seront plus organisées sur St Paul Cap de Joux en 2018, elles le seront toutefois à Puylaurens. Les dates prévues pour 2018 : 2 mars, 29 juin et 28 septembre. Il est convenu avec Mme Muratore de l'amicale des donneurs de sang de Puylaurens d'afficher ces dates sur le panneau d'information.

Commission des travaux du 25/09/17

M. le Maire présente les différents sujets évoqués :

- Enfouissement de la haute tension : remplacement du transformateur situé derrière la salle des fêtes par un transformateur plus volumineux (7 mètres) mais qui permettra de n'avoir qu'un seul point de distribution. Un forage sera réalisé sous l'Agout pour traverser la rivière et alimenter Damiatte. Début des travaux le 15/10/2017. Il est envisagé de proposer à M. Milon, propriétaire de la centrale hydroélectrique, de se raccorder sur le territoire de la Régie Municipale d'Electricité, ce qui apporterait des recettes supplémentaires à celle-ci.
- Point sur les travaux réalisés :
 - Dalle pour le columbarium
 - Vitrage hall de l'école : joints refaits et serrure remplacée
 - Pose des barrières devant la mairie et l'office du tourisme
 - Trottoir devant le local des médecins, reste à tracer l'emplacement réservé aux personnes à mobilité réduite
- Travaux à venir :
 - Enfouissement des réseaux avenue de Puylaurens et avenue de Relai et le reliquat du programme 2016 sur l'avenue Marceau (enlèvement de poteau et mise en place d'un éclairage à leds sur le massif de la place du Foirail.
Le chantier doit durer environ 2 mois, selon les études réalisées il est prévu une économie d'énergie de 67% sur cette portion en éclairage public.
 - Peinture du mur de la salle des sports qui a été tagué.

Avenue Pierre Fabre/Place Philippe Pinel

La mise en œuvre du changement de dénomination est prévue pour début janvier. Un courrier a été préparé et sera adressé prochainement à tous les propriétaires et occupants concernés par ce changement.

La mairie se charge d'informer le centre des impôts, le syndicat de l'eau, la régie électrique et l'école.

Les plaques de rues seront commandées, il est convenu d'ajouter au nom les dates de naissance et de décès de Pierre Fabre et de Philippe Pinel sur celles-ci.

Voirie

Michel Belaval précise que la totalité des travaux prévue a été réalisée, la commission voirie de la CCLPA cherche une solution pour éradiquer les herbes qui ressortent sur le bitume et qui vont rapidement dégrader le revêtement si rien n'est fait.

CCLPA

Marie-Françoise Duris rend compte des dernières réunions de la communauté de communes :

Bureau

- Présentation du projet de Castres Sports Nautiques : construction d'un bassin de plongée de 25 mètres de profondeur sur Aquaval. Ce projet serait porté financièrement par ce club qui compte 900 adhérents, la contribution de la CCLPA se limiterait à l'apport du terrain mis à disposition.

- Construction de locaux techniques : après étude il apparaît que la location du local à proximité nécessiterait de nombreux aménagements de mise aux normes et qu'il est préférable de construire un nouveau local pour un montant de 899 977.64 € HT .

Conseil de communauté

- EHPAD résidence la Grèze : abandon du projet de cession de l'établissement.
- Modification des statuts de la CCLPA : intégration de la compétence GEMAPI dans les compétences obligatoires, précisions sur la compétence « Gens du voyage » et transfert de la compétence « Assainissement » dans les compétences facultatives.
- Aquaval : approbation des marchés de travaux pour l'aménagement de la base de loisirs pour un montant TTC de 148 550.48 €.
- Office de tourisme : approbation du marché de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement du bureau d'informations touristiques de Lautrec.

Diagnostic agricole – PLUi

Bernard Bardou expose le travail mené par ce groupe dans le cadre de l'élaboration du PLUi : un recensement des agriculteurs exploitants est en cours sur l'ensemble du territoire.

Commission enfance, jeunesse

Danielle Landez dresse le bilan de cette commission :

- 45 jeunes ont participé aux différents chantiers jeunesse.
- Une association s'est créée sur la commune de Fiac pour accueillir les enfants mineurs, la CCLPA apportera son soutien dans le cadre des activités extra-scolaires.
- La formation BAFA est maintenue.
- Les sorties organisées se sont bien déroulées.

Prochaines réunions

- Conseil municipal : 16 novembre 2017

Fin de séance.

ANNEXE 1



Laboratoire départemental d'analyses du Tarn
32, rue Gustave Eiffel - 81011 ALBI CEDEX 9
tél. : 05 63 47 57 75 - fax : 05 63 46 07 38
courriel : lda@tarn.fr - http://lda.tarn.fr



CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICE N° 17/1920

ENTRE

Le Laboratoire Départemental d'Analyses du Tarn, représenté par sa Directrice administrative et financière d'une part,

ET

N° de client : 13176

(à remplir par le client)

NOM OU RAISON SOCIALE : MAIRIE SAINT PAUL CAP DE JOUX

Adresse : 1 Place de l'Hôtel de ville 81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX

tel : 05 63 70 60 18

fax : 05 63 70 50 98

adresse courriel : mairiesaintpaul@wanadoo.fr

N° de SIRET : 218 102 663 000 18

Représenté par : (nom et qualité) *VANDENDRIENSTE Laurent, Maire*

Personne(s) à contacter en cas d'alerte :

Nom Prénom	Courriel :	Fax :

Liste des établissements concernés par la présente convention (à remplir par le client s'il y a lieu).

Nom et adresse : **SALLE DE SPORT**

Nom et adresse : **STADE DE FOOT**

Nom et adresse : *Avenue Jean de la Boisse
81220 ST-PAUL CAP DE JOUX*

Il est convenu ce qui suit :

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

Domaine Hydrologie-Environnement (HE).

- le prélèvement d'échantillons d'eaux
- La collecte des prélèvements
- la réalisation d'analyses

Elle comporte une ou plusieurs annexes qui font partie intégrante du contrat. Si besoin, ces annexes peuvent faire l'objet d'une actualisation par voie d'avenant.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION :

Elle prend effet le 10/08/17, après signature par les parties intervenantes au contrat.

Elle est passée pour une durée initiale d'un an, qui pourra être prolongée par tacite reconduction 3 années supplémentaires sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

Faute de retour signé par le client, la présente proposition de convention sera caduque au 31 décembre de l'année en cours à sa date d'émission.

Elle peut être résiliée selon les dispositions de l'article 10.

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS :

Les caractéristiques des prestations sont détaillées dans les conditions particulières de la présente convention figurant en annexe.

Article 3-1 : objet des prestations.

- Types d'analyses concernées par la présente convention : domaine Hydrologie-Environnement
- Sauf exception, l'exécution des prestations, hors analyses, est convenue comme suit :

PRESTATIONS	ACTEUR
Prélèvements	LDA81
Acheminement jusqu'au laboratoire	LDA81

Le matériel destiné aux prélèvements est fourni par le laboratoire : flaconnage.

Les conditions financières de cette fourniture sont décrites dans le devis constituant une annexe de la présente convention.

Article 3-2 : méthodes et accréditations

- Méthodes utilisées : Les prélèvements, s'ils sont effectués par les agents du laboratoire, et les analyses seront réalisés selon les normes et guides en vigueur. Lorsqu'un changement de méthode intervient durant la période d'exécution de la présente convention, le laboratoire en avertit le client.
- Accréditations COFRAC : sauf mention contraire, les analyses sont effectuées sous assurance qualité et rendues avec le logo COFRAC pour les paramètres accrédités (portée d'accréditation N° 1.1097 disponible sur www.COFRAC.fr). Pour les portées flexibles de type FLEX2, la liste détaillée sur le site du COFRAC n'est pas exhaustive. Cette liste détaillée est tenue à jour par le laboratoire.

MAIRIE SAINT PAUL CAP DE JOUX

Laboratoire départemental d'analyses du TARN

Code document FS-CPQ-000-CCGN-005 Date application : 09/08/2017

Les règles d'utilisation par le client de la marque COFRAC figurant sur les rapports d'essais sont décrites dans la politique présentée sur le site internet du laboratoire.

Article 3-3 : délais

Dans le cas des prélèvements dont l'exécution est soumise aux conditions météorologiques, le planning de réalisation pourra être modifié autant que de besoin, en accord avec le client.

Les délais estimés de réalisation des analyses (sauf problèmes techniques) à compter de la date d'arrivée des échantillons au laboratoire sont précisés dans l'annexe technique.

Les analyses de légionelles (sauf problèmes techniques) sont lancées à J+1. Les résultats sont rendus sous 8 à 12 jours. Des résultats provisoires à 5 jours seront envoyés en cas de dépassement de norme confirmé à ce moment.

ARTICLE 4 : PRELEVEMENTS – COLLECTE- TRANSPORTS :

Tous les détails concernant les caractéristiques de prélèvement et de stockage sont détaillés en annexe technique.

Article 4-1 : prélèvements

Les prélèvements seront assurés par : cf ci-dessus article 3.

Dans l'hypothèse où une visite préliminaire sur site, préalable aux prélèvements n'est pas effectuée, le client atteste sur le document descriptif du prélèvement du laboratoire que ce dernier est effectué en toute conformité en regard des installations.

La fiabilité des résultats est dépendante de la qualité des prélèvements.

Pour l'analyse des prélèvements destinés à la détection des légionelles, l'arrêté du 1^{er} février 2010 impose une fréquence de prélèvement comme suit :

POINTS DE SURVEILLANCE	MESURES OBLIGATOIRES POUR CHACUN DES RESEAUX D'EAU CHAUDE SANITAIRE
Fond de ballon(s) de production et de stockage d'eau chaude sanitaire, le cas échéant	Analyses de légionelles : 1 fois / an ➤ Dans le dernier ballon si les ballons sont installés en série ➤ Dans l'un d'entre eux si les ballons sont installés en parallèle
Point(s) d'usage à risque le(s) plus représentatif(s) du réseau ou à défaut le(s) point(s) d'usage le(s) plus éloigné(s) de la production d'eau chaude sanitaire	Analyses de légionelles : 1 fois / an
Retour de boucle (retour général), le cas échéant	Analyses de légionelles : 1 fois / an

Une deuxième campagne de prélèvements doit être effectuée en cas de fermeture de l'établissement supérieure à six semaines.

Les souches de *legionella pneumophila* trouvées (au-delà de 1000 UFC / L) dans les échantillons du client sont conservées 6 mois, en cas d'enquête épidémiologique.

Quel que soit le domaine d'intervention, chaque prélèvement est accompagné d'une feuille de demande d'analyses (appelée aussi feuille commémorative) qui tient lieu de bon de commande et qui sera signé par le demandeur..

L'agent du laboratoire renseigne cette feuille de demande d'analyse. Un exemplaire de la feuille de demande signée est laissé au client.

Les prélèvements réalisés par le client ne sont pas couverts par l'accréditation. Le laboratoire peut apporter à ce dernier toutes précisions utiles concernant les modalités de prélèvements, suivant ses protocoles en vigueur.

Les prélèvements d'hydrologie réalisés par les agents du laboratoire sont réalisés sous accréditation COFRAC (portée d'accréditation N° 1.1097 disponible sur www.COFRAC.fr).
Les prélèvements alimentaires et de surface ne sont pas couverts par l'accréditation.

Article 4-2 : collecte-transports

- Les échantillons seront acheminés jusqu'au laboratoire par : cf ci-dessus article 3.

Au regard des exigences du référentiel, les échantillons doivent parvenir au laboratoire dans des conditions optimales.

Lorsque les échantillons ne sont pas acheminés par l'agent du laboratoire, cet acheminement reste sous la responsabilité du client. Celui-ci peut prendre une assurance destinée à couvrir tout dommage pouvant survenir lors de cet acheminement.

Lorsque les échantillons sont acheminés jusqu'au laboratoire par l'agent du laboratoire, le planning est établi en accord avec le client. La durée de transport est variable selon les tournées mais n'excède pas 6 heures.

- Quantités minimales de produit à fournir : pour les légionelles 500mL flacon plastique stérile

Lorsque les échantillons sont reçus à l'accueil du laboratoire, l'agent chargé de l'accueil réceptionne les prélèvements en présence du client ou de son mandataire avec lequel il remplit une feuille de demande d'analyses (une fiche par type de produit) après s'être assuré des conditions d'acceptabilité.

La conformité de l'échantillon (quantité, conditionnement, température, adéquation avec l'analyse demandée) sera évaluée lors de la prise en charge.

Toute détérioration du conditionnement sera signalée (Risque de contamination des échantillons).

Toute anomalie détectée à réception sera signalée au client par le laboratoire. Ce dernier se réserve le droit de refuser d'effectuer les analyses en cas de réception défectueuse. Si le client maintient sa demande d'analyses, le laboratoire indiquera sur le rapport d'essais les spécificités de réception affectant cet échantillon.

Un exemplaire de la feuille de demande est laissé au client.

Pour les conditionnements avec date de péremption (écouvillons et flacons stériles, tubes pour prélèvement du sang...), il est important de vérifier leur validité.

Chaque analyse implique des critères de prélèvement adaptés. Ces critères peuvent néanmoins être communs à un certain nombre d'échantillons et indispensables à respecter. Voir si besoin les recommandations spécifiques qui peuvent être précisées dans l'annexe technique.

- Conditions de conservation des échantillons :

Les échantillons acheminés jusqu'au laboratoire par le personnel de ce dernier feront l'objet de mesures de température et effectuées selon les normes en vigueur tout au long de leur prise en charge, si ces mesures sont nécessaires au plan technique.

Selon la nature des échantillons, ceux-ci sont acheminés au laboratoire à l'aide d'un véhicule à température contrôlée soit en froid positif, soit en froid négatif (afin de garantir que les produits reçus congelés, restent sous cet état), soit à température ambiante.

NB : Hors jours et horaires d'ouverture du laboratoire, un réfrigérateur-congélateur est mis à la disposition des clients (Porte 5). Tout prélèvement déposé doit être correctement identifié (nom du demandeur avec un n° de tél.) et accompagné d'une fiche de demande d'analyses au nom du demandeur notifiant le nom du produit, les analyses devant être réalisées (paramètres, analyse à réaliser etc....).

ARTICLE 5 : LES RESULTATS :

Les rapports d'essais porteront les mentions suivantes :

- nature et lieu du prélèvement ;
- date et heure du prélèvement ;
- date et heure de réception au laboratoire ;
- toute mention utile notée par le client sur la feuille de demande ou sur l'échantillon
- le nom de l'agent préleveur ;
- température de l'eau et localisation du point de prélèvement
- les résultats des analyses.
- la référence aux normes ou les méthodes utilisées
- l'indicateur de mesure ou les critères s'ils sont définis
- l'accréditation éventuelle pour le paramètre analysé

Les déclarations de conformité portant sur les échantillons analysés ne prennent pas en compte les incertitudes de mesure, lesquelles sont tenues à la disposition du client.

Le laboratoire n'émet pas d'avis et interprétations sur les résultats produits.

En cas de résultat non satisfaisant ou ayant un impact sanitaire grave, le client sera immédiatement avisé par téléphone et une confirmation par télécopie ou courriel lui sera envoyée dans la journée.

Des résultats provisoires peuvent être envoyés par courriel ou fax, à la demande du client, au(x) correspondant(s) indiqués par ce dernier ci-après :

OUI ☒

NON ☐

(à remplir par le client)

mairie.saint.paul@wanadoo.fr

Les résultats définitifs sont expédiés par la poste en format papier au client, dès leur validation par la personne ayant la responsabilité de la signature.

ARTICLE 6 : DETERMINATION DU PRIX :

Le prix des différentes prestations, objet de la présente convention sont établis comme suit.

Cf ANNEXE DEVIS

Les tarifs préférentiels (remise et autres prix particuliers) accordés au client par rapport aux tarifs catalogue prennent en compte le volume annuel que le client s'engage à fournir au laboratoire et sont établis sur la base, a minima, des volumes de l'année N-1.

Les analyses destinées à la détection des légionelles sont affectées du coefficient de remise suivant sur les prix catalogues en vigueur :

- ≤ à 10 points de prélèvements lors de la campagne initiale de contrôle → 10 %
- > à 10 points de prélèvements lors de la campagne initiale de contrôle → 20 %

Si suite à une ou des non conformités sur la campagne initiale, des recontrôles étaient à effectuer, ceux-ci bénéficieraient d'une remise identique à la remise initiale.

S'il est nécessaire d'effectuer un diagnostic de l'installation, celui-ci sera offert dans le cadre de la présente convention.

Pour la première année de la convention, un devis figurant en annexe de la présente convention pourra préciser le coût des prestations proposées.

Pour cela, le client devra connaître le nombre exact de points de prélèvements et le communiquer au laboratoire. Ce dernier ne pourra être tenu pour responsable d'une erreur sur le nombre de points concernés.

Cette remise ne s'applique pas aux analyses qui pourraient être sous-traitées ni aux frais liés à ces dernières. Elle ne s'applique pas non plus aux frais de dossier ni à la fourniture du matériel.

Les analyses réalisées en urgence à la demande expresse du client, nécessitant de travailler un samedi, dimanche ou jour férié donne lieu à une surfacturation, conformément aux tarifs du laboratoire tenus à disposition du client.

Toute demande de réédition de résultat ou de facture donnera lieu à l'application de frais supplémentaires.

Les prix sont établis en HT. La T.V.A. est calculée selon le taux et les règles en vigueur au moment de la réalisation de chaque prestation.

ARTICLE 7 : AJUSTEMENT DES PRIX :

Les prix sont fermes et actualisés a minima au 1^{er} janvier de chaque année. Ils peuvent faire l'objet d'une révision en cours d'année si le catalogue officiel des tarifs du laboratoire fait l'objet d'une modification.

Le laboratoire s'engage alors à notifier le nouveau tarif au client, dans le mois qui suit l'approbation de celui-ci.

A la demande du client, renouvelable tous les ans, le laboratoire peut lui faire parvenir un devis détaillé des prestations envisagées.

ARTICLE 8 : PAIEMENT DE LA PRESTATION :

A défaut de toute autre indication sur la facture, le paiement s'effectue dès réception de cette dernière.

Celle-ci sera systématiquement jointe aux résultats.

Elle portera, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- nom et adresse du créancier ;
- nature de la prestation ;
- montant HT, taux et montant de la TVA et montant TTC.

ARTICLE 9: CONDITIONS DE PAIEMENT

Le règlement interviendra par chèque ou virement sur le compte de Monsieur le Payeur Départemental, comptable public de la collectivité :

Etablissement : Banque de France – ALBI
Code banque : 30001 – Code Guichet : 00116
N° de compte : C 811 0000000 – clé RIB : 54
TVA Intracommunautaire : FR 65 228 100 012
Numéro SIRET : 228 100 012 00449
Numéro APE : 7120B
CODE NAF : 9011
IBAN : FR 69 3000 1001 16C8 1100 0000 054
BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE MODIFICATION ET DE RESILIATION :

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

La présente convention peut-être dénoncée par l'une ou l'autre des parties deux mois au moins avant le terme de chaque période annuelle sauf pour un évènement extérieur aux parties.

De plus, après une mise en demeure effectuée par lettre recommandée, le client peut dénoncer la convention s'il a relevé des manquements graves à l'encontre du laboratoire ou si l'augmentation annuelle des prix est supérieure à 5%.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE DES ANALYSES :

Pour les analyses accréditées, le laboratoire s'engage en cas de besoin, à confier les travaux à un laboratoire compétent, après accord écrit du client.

Dans le cas où l'échantillon est envoyé en sous-traitance pour la totalité des analyses demandées, le client recevra le rapport d'essais du laboratoire sous-traitant.

Une entente interdépartementale « PUBLIC LABOS » a été créée entre le Laboratoire Départemental Vétérinaire et des Eaux du Gers, le Laboratoire Départemental d'Analyses du Lot, le Laboratoire Vétérinaire Départemental de Tarn et Garonne et le laboratoire Départemental d'Analyses du Tarn.

Par la signature de la présente convention, le client autorise le LDA 81 à sous-traiter les analyses à un des 3 autres partenaires de Public Labos.

Article 12 : OBLIGATIONS DU CLIENT :

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le client devra confirmer sa demande au moyen d'une feuille commémorative ou d'un bon de commande accompagnant les échantillons à analyser.

Si le client procède lui-même aux prélèvements ce document devra comporter les mentions suivantes :

- nature, lieu et localisation du point du prélèvement ;
- date et heure du prélèvement ;
- le nom de l'agent préleveur ;
- température de l'eau lors du prélèvement
- toute autre mention qu'il jugera utile

Il devra également informer le laboratoire des précisions qu'il souhaite voir apparaître sur la facture (ex N° de bon de commande) au plus tard à la prise en charge de l'échantillon par le laboratoire.

Afin de répondre aux contraintes analytiques, l'échantillon ne pourra être pris en charge pour analyse qu'une fois tous ces renseignements fournis.

D'autre part, le client devra porter à la connaissance du laboratoire les prescriptions spécifiques ou réglementaires qui lui sont applicables.

Il s'engage à informer par écrit le laboratoire des dates éventuelles de fermeture de son établissement, au moins une semaine avant lorsque le laboratoire procède à la collecte ou aux prélèvements des échantillons.

Fait à Albi le 10/08/17

Pour le Président et par délégation

La Directrice Administrative et Financière


Véronique LAFITTE

Pour le Président et par délégation

le cadre technique
directeur / chef de service


Le chef des services hydrologie-environnement
et sécurité sanitaire des aliments
Laurence FLEURY

Pour le client :

Nom du signataire et signature

VANDEN DRIESSCHE Laurent

ANNEXE TECHNIQUE

à la convention N° 17-1920

CONDITIONS SPECIFIQUES LEGIONELLES

ACCREDITATIONS A LA DATE DU 10/08/17

L'accréditation est accordée selon le périmètre suivant :

- PRELEVEMENTS (lab gta 29)
- ECHANTILLONNAGE D'EAU EN VUE D'ANALYSES PHYSICO-CHIMIQUES ET MICROBIOLOGIQUES (lab gta 29)
- ESSAIS PHYSICO-CHIMIQUES DES EAUX SUR SITE (lab gta 05)
- ANALYSES MICROBIOLOGIQUES DES EAUX (lab gta 23)

Elle porte sur les prélèvements et analyses et essais suivants :

Echantillonnage d'eau en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques

OBJET	CARACTÉRISTIQUE MESURÉE OU RECHERCHÉE	RÉFÉRENCE DE LA MÉTHODE	TYPE D'ANALYSE CONCERNE
IRDEFA (tour aéroréfrigérante TAR...) Et Eaux chaudes sanitaires	Echantillonnage pour la recherche de Légionelles	FD T 90-522 NF EN ISO 19458 (T 90-480) Circulaire Légionelles n° 2002/243 du 22/04/2002 Arrêté ministériel n° 2921 du 13/12/2004 Arrêté ministériel du 01/02/2010	Légionelles
Eaux destinées à la consommation humaine	Echantillonnage en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques Echantillonnage - à la ressource - en production - en distribution	FDT 90-520 NF EN ISO 19458 (T90-480)	D1 B

Essais physico-chimiques des eaux sur site

OBJET	CARACTÉRISTIQUE MESURÉE OU RECHERCHÉE	REFERENCE DE LA METHODE	TYPE D'ANALYSE CONCERNE
Eaux douces Eaux résiduares	Température	Méthode interne PT-CHB-000-TEMP-001	Légionelles D1B

Analyses microbiologiques des eaux

OBJET	CARACTÉRISTIQUE MESURÉE OU RECHERCHÉE	REFERENCE DE LA METHODE	TYPE D'ANALYSE CONCERNE
Eaux de réseaux	<i>Legionella</i> et <i>Legionella</i>	NF T 90-431	Légionelles

sanitaires froides et chaudes Eaux de tours aéroréfrigérantes	<i>pneumophila</i>		
Eaux douces	Micro-organismes revivifiables 36°C	NF EN ISO 6222 (T 90-401)	D1B
Eaux douces	Micro-organismes revivifiables 22°C	NF EN ISO 6222 (T 90-401)	D1B
Eaux douces	<i>Escherichia coli</i> et bactéries coliformes	NF EN ISO 9308-1 (T 90-414)	D1B
Eaux douces	Spores de micro-organismes anaérobies sulfite-réducteurs	NF EN 26461-2 (T 90-417)	D1B
Eaux douces	Entérocoques intestinaux	NF EN ISO 7899-2 (T 90-416)	D1B

Analyses chimiques des eaux

OBJET	CARACTÉRISTIQUE MESURÉE OU RECHERCHÉE	REFERENCE DE LA METHODE	TYPE D'ANALYSE CONCERNE
Eaux douces Eaux résiduaires	pH	NF EN ISO 10 523	D1B
Eaux douces	Conductivité	NF EN ISO 27888 (T 90-031)	D1B
Eaux douces Eaux résiduaires	Ammonium	T 90-015-2	D1B
Eaux douces	Turbidité	NF EN ISO 7027 (T 90-033)	D1B

* Pour suivre les évolutions de notre portée d'accréditation, se rendre sur le site du COFRAC : www.cofrac.fr (portée d'accréditation N° 1.1097).

ANNEXE

à la convention N° 17-1920

DEVIS HYDROLOGIE

Année de validité des prix : 2017

Le client ou prescripteur donne son accord pour que le laboratoire sous-traite les prestations qu'il ne peut réaliser.

Dans le cas contraire cocher la case ci-joint : ☐

Sites concernés : SALLE DE SPORT (3 légionelles) STADE DE FOOT (2 légionelles)

PARAMETRES	METHODES	Tarif 2017	PU HT Remisé	Nb.	TOTAL HT avec Remise de 10 %
ANALYSES					
Legionella et Legionella pneumophila		69.50 €	62.55 €	5	312.75 €
Legionella pneumophila	NF T90-431**			5	
Legionella spp	NF T90-431**			5	
Prélèvement en vue d'analyses	FD T 90-522 NF EN ISO 19458**	8.48 €	7.63 €	5	38.16 €
Température (mesure sur site)	Méthode interne PT-CHB-000-TEMP-001**	3.06 €	2.75 €	5	offert
Consommables : Frais de flaconnage en hydrologie		1.54 €	1.39 €	5	offert
Frais de dossier		5.35 €	4.82 €	1	offert
Déplacement : Frais horokilométriques		0.93 €	0.84 €	90	offert
TOTAL HT pour 5 points avec remise de 10 %					350.91 €
					Remise 151.04 €
					TOTAL HT 350.91 €
					TVA 20% 70.18 €
					TOTAL TTC 421.09 €

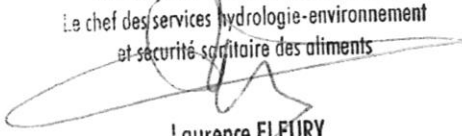
** Paramètres sous accréditation COFRAC

Fait à Albi le 10/08/17
Pour le Président et par délégation
La Directrice Administrative et Financière


Véronique LAFITTE

Pour le client :
Nom du signataire et signature

Pour le Président et par délégation

le cadre technique
directeur / chef de service
Le chef des services hydrologie-environnement
et sécurité sanitaire des aliments

Laurence FLEURY

ANNEXE 2

Direction Générale des Finances Publiques

Trésorerie de Saint Paul Cap de Joux

10 place du foirail
81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX
Tél : 05-63-70-60-30
Courriel : t081033@dgfip.finances.gouv.fr

Exercice 2017

Envoyé en préfecture le 18/10/2017
Reçu en préfecture le 18/10/2017
Affiché le 18/10/2017
ID : 081-218102663-20171012-2017_56_1-AU

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : 20000 - SAINT PAUL CAP DE JOUX -

Numéro de la liste 2727160212

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A SAINT PAUL CAP DE JOUX , le 31 août 2017
Inspecteur des finances publiques

Anne DEUX

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	61,31 €	61,31 €
6542	0,00 €	—
Total	61,31 €	61,31 €

A Saint Paul Cap de Joux Le 18.10.2017
(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

G. Roux, L. Vandendriessche



TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émarginé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

